

ETAT DE SIEGE

mars 2019

LE JOURNAL DES ÉLU-ES SUD AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTES 2018 DE LA POSTE TANT VA LA CRUCHE À L'EAU, QU'À LA FIN ELLE SE CASSE.

La Poste a présenté, le 21 février, les comptes de 2018 au Conseil d'administration. Des phénomènes conjoncturels peuvent expliquer en partie la baisse du résultat d'exploitation (REX) alors que le chiffre d'affaires augmente.

Mais les résultats 2018 à la baisse sont les conséquences de choix politique d'actionnaires qui embrassent clairement les politiques de multinationale capitaliste et d'une direction qui lâche son cœur de métier, le courrier, mise sur le bancaire mais ne s'en donne pas les moyens (fermetures par centaines de bureaux de poste, découpage des centres financiers engendrant des dysfonctionnements et des retards sur les opérations de base de tenue de compte, réduction drastique d'effectifs...). Et pour cela, elle a la bénédiction sans réserve des actionnaires.

Les chiffres présentés confirment ce que nous écrivions dans la lettre précédente. Le cap pris par la direction du groupe et ses actionnaires renforce cette spirale entamée depuis le passage en Société anonyme de La Poste en 2010.

Le groupe connaît en 2018 une augmentation de 2,4 % de son Chiffre d'Affaires qui atteint 24 699 millions, mais subit une chute de son REX de 11,8 % à 892 millions d'euros et de son résultat net de 6,3 % à 798 millions. Le Chiffre d'Affaires qui ne tient pas compte des achats réalisés dans l'année, des effets de change et de la variation de la provision épargne logement organique du groupe augmente de 1,35 %, le REX organique est en recul de 10,35 %.

Sud Solidaires

Fédération des activités postales et de télécommunications
25/27 rue des envierges 75020 Paris
tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

Solidaires syndicale

DES ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS QUI N'EXPLIQUENT PAS TOUT

La direction ne s'est pas gênée, par exemple, pour nous faire remarquer sur la question de la prime «Gilets Jaunes» et sur la compensation de la hausse de la CSG que sans elles, les prévisions du budget auraient été atteintes. Ils sont beaucoup plus discrets quand les comptes sont pénalisés par des amendes...

Bien essayé de la part de nos dirigeants, même si ces mesures ont un impact de 101 millions d'euros sur les comptes de La Poste, c'est inférieur à ce que touchent les actionnaires puisque l'état et la CDC ponctionnent elles près de 171 millions de dividendes (sans compter l'ardoise de plus de 500 millions que laisse l'État à La Poste au titre des missions de service public) , et ce, depuis des années. Ce montant aurait pu servir à donner une prime de 1 000 € à tout le monde...

CAPITALISME CONTRE SERVICE PUBLIC

Alors que, en 2018, La Poste n'a pas arrêté de communiquer sur des signatures d'accords où elle annonçait des recrutements à des niveaux inégalés, au bout du compte, les suppressions d'emplois sont bien plus nombreuses que les recrutements !

Si des chiffres plus précis seront fournis lors du bilan social en juin, le rapport de gestion de cette année fournit des premiers éléments. La Poste annonce 16 000 recrutements sur le Groupe, dont 8 500 recrutements au courrier, mais le solde d'emplois recule de 3 900 personnes physiques en emplois permanents cette année. On assiste également à un bond de quasiment 8 % du nombre de CDD (1 505 emplois supplémentaires). Le nombre d'heures supplémentaires a, quant à lui, augmenté, équivalant à 2 266 emplois à temps plein sur l'année. Le nombre d'intérimaires est aussi en constante augmentation, La Poste continue son glissement vers une part de plus en plus grande de force de travail variable dont elle peut se débarrasser comme bon lui semble.

Enfin, le nombre de licenciements augmente de 10% pour passer de 0,91 % de l'effectif en 2017 à 1,03 %.

QUELQUES DÉFINITIONS DU JARGON DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA POSTE

Résultats d'exploitation (REX) : Il représente les gains de l'entreprise avant déduction des intérêts et taxes (il ne prend en compte ni les charges financières ni les impôts sur les bénéfices).

Si on enlève les événements exceptionnels, qu'ils soient positifs ou négatifs, les résultats demeurent alarmants.

Depuis des années, les directions essaient de dissimuler leurs résultats médiocres derrière des achats constants de nouvelles filiales, des ventes d'immobilier ou des augmentations de capital dans les entreprises ou comme cette année des émissions de titres hybrides pour réduire la dette. C'est le service public qui trinque et plus globalement celui rendu aux usager·e·s et aux client·e·s. La Poste ressemble de plus en plus à un trou noir désireux d'avaloir ce qu'elle peut pour nourrir ce vide constant causé par ses appétits capitalistes.

CHUTE

INTÉRESSEMENT : LES FAITS SONT TÊTUS

S'il est bien une preuve des mauvais résultats de 2018, c'est la chute de l'intéressement.

Le montant sera cette année de 424 euros bruts soit une baisse de 11% environ ... soit à peu près autant que le résultat d'exploitation.

Pas étonnant quand l'intéressement est basé principalement sur ce

Résultat d'Exploitation dont découle la somme de base de l'intéressement. Pour cette année, cette base sera de 336 euros au vu des résultats. Un autre indicateur, celui de la santé économique du groupe et de la trésorerie générée, fait baisser cette base à 302 euros.

Les 120 euros supplémentaires sont obtenus grâce aux efforts quotidiens des postier·e·s, qui permettent d'atteindre 424 euros bruts (qualité de service courrier, taux de flashage colis et satisfaction globale des clients au réseau).

La baisse est donc majoritairement due à nos chers patrons et leurs choix stratégiques hasardeux à l'international. La part qui permet de faire grimper l'intéressement est quant à elle obtenue grâce aux postier·e·s.

BRANCHE COURRIER COLIS

Si la baisse des objets distribués (-7,5 %) est réelle comme celle de la lettre recommandée (-3,5 %), il faudra néanmoins attendre les chiffres de l'ARCEP (Autorité de Régulation sur l'ensemble du marché postal), notamment dans un contexte où les PPI (petit paquet import) ne cessent d'augmenter (+22 % cette année). Il faut aussi examiner de plus près ces chiffres. En effet, le volume d'objets en baisse est par contre le même, voire en légère diminution (1,3 %) par rapport à la baisse spectaculaire observée entre 2016 et 2017.

Dans un contexte où le nombre de points de distribution et de points de remise croit chaque jour, ce genre de chiffres est à prendre avec des pincettes, notamment quand Philippe Dorge (patron de la Branche Services Courrier Colis) annonce une hausse de la productivité de 4 % en 2018. La Poste a beau annoncer partout dans la presse qu'elle investit

120 millions d'euros dans des Hubs en Ile de France (qui concerneront le courrier mais aussi le colis), la baisse des investissements dans cette Branche (sauf dans les filiales) est également alarmante. Cette décision constitue l'abandon progressif de ce secteur et donc des salarié-e-s qui y travaillent.

L'effet prix (les augmentations tarifaires) parvient encore à compenser la baisse du volume du courrier. L'effet périmètre de cette branche (achat de boîte en cours d'année) est encore plus important. En effet sans ce dernier, le Chiffre d'Affaire de la branche reculerait de 160 millions d'euros.

Enfin si la logistique urbaine semble être un domaine d'avenir, VIAPOST connaît de nets reculs pour sa filiale Viapost Logistique Connecté, déficitaire. Les 400 salarié-e-s de VLC ont de quoi se faire du mouron face à une direction qui cherche le profit à tout prix.

GEOPOST

Si les investissements dans le colis express sont les plus importants du groupe, les résultats ne sont pas au rendez-vous. Si le chiffre d'affaires augmente de 8,2 %, le Résultat d'Exploitation est lui en baisse de presque 20 % plombé par l'Allemagne et la Russie. En Allemagne, la situation est toujours aussi compliquée : difficulté d'embauche et pénurie de chauffeur-livreur, concurrence agressive. Pour faire face, DPD a dû augmenter ses tarifs pour éviter une dégringolade encore plus importante de son CA et de son REX avec pour conséquence la fuite de client-e-s vers DHL. Et en Russie, les ambitions affichées lors de l'achat de la filiale n'étant pas atteintes, La Poste a dû dévaluer

dans ses comptes la valeur de cette entreprise... Quant aux filiales des «nouveaux services urbains», on ne peut pas dire que nous partageons l'enthousiasme de la direction quand les chiffres de Stuart et de Resto Inn ne sont pas au rendez-vous. La question de la stratégie sur cette Branche est clairement posée. Un des actionnaires, la CDC, en fait une condition sine qua non pour maintenir le service public postal, en salivant sur des perspectives de cash partout dans le monde. Pourtant au regard des risques inhérents à une situation internationale instable, les doutes sont permis. Surtout que, les achats se font dans des pays de plus en plus éloignés...

LE RÉSEAU

Et dans ce cadre, le Réseau en est l'exemple parfait. Il est devenu pour le Groupe un bras armé au service des autres Branches. Mais ce bras armé doit toujours faire plus avec de moins en moins de moyens. Cette course à de pseudo-coûts pour le Groupe conduit depuis des années à réduire la voilure des bureaux de poste qui représentent moins de 50 % des points de contact en 2018. Mais, pour la première fois, La Poste a reconnu dans un conseil d'administration qu'il existe bien une différence entre les différents points de contact, puisque ce service ne sera pas possible dans les agences postales communales ou les relais commerçants. Il y a donc bien une vraie rup-

ture d'égalité entre les usager-e-s.

La Poste voudrait modifier de façon « révolutionnaire » le traitement des réclamations, par un dispositif première boucle qui devrait être généralisé sur l'ensemble du territoire au plus tard au 1er trimestre 2020. La direction s'est aussi félicitée de l'augmentation du nombre de facteurs/guichetiers.

Deux dispositifs que La Poste avait par le passé supprimé, en instituant le 3631 pour les réclamations et en programmant la disparition des receveurs ruraux.

BANQUE POSTALE

Côté service financier, les résultats de La Banque Postale ne sont pas au beau fixe. Si les encours de crédits et le stock d'assurances sont en augmentation, le PNB (Produit Net Bancaire équivalent du Chiffre d'Affaires) diminue comme le REX qui baisse de presque 12 %. Et la Banque Postale continue à se faire des choux gras sur les diminutions d'effectifs dans le réseau et dans les centres financiers de la Maison Mère. Ces derniers impactent pourtant la qualité de service et ne sont pas sans lien avec un rapport ouverture/clôture de compte défavorable qui continue de s'aggraver.

La confiance de la clientèle dans ce domaine est essentielle et elle est loin d'être au sommet.

NUMÉRIQUE

La Branche numérique est la seule qui voit son chiffre d'affaires et son résultat d'exploitation augmenter, celui-ci étant positif pour la 1ère fois. C'est grâce aux transformations et aux nouvelles activités de cette branche. La Poste possède désormais presque 13 millions de comptes clients uniques et 3 millions de coffres digitaux. Cependant, les résultats de cette branche sont loin d'être significatifs dans les résultats du groupe pour être significatif.

ET POUR 2019

Le Président de La Poste a présenté l'année 2018, comme ayant été une année de transition et d'évolution du Groupe. Le budget 2019 présenté en décembre et les annonces lors du conseil d'administration de ce mois de février vont encore dans ce sens. Il va encore demander des « efforts » aux postiers...

Ce sont bien des choix politiques et ils montrent clairement que le service public postal n'est plus une priorité.

Tous les directeurs et directrices de Branches ont confirmé leur demande d'encore plus de productivité aux postier·e·s du groupe.

Depuis des années, les dividendes versés à l'État et la CDC avaient été plafonnés à 171 millions d'euros. Si la CDC devient majoritaire, les dividendes pourraient partir à la hausse et subir une augmentation de 30%. Cela de moins pour les postier·e·s et le service public.

De quoi aggraver encore la situation des postier·e·s. Cela fait des années qu'ils ne voient aucun « retour sur leur investissement » et les sacrifices effectués. Même

si une prime a été versée en fin d'année, Les propositions lors des NAO pour les salarié·e·s sont en dessous de l'inflation. Quant aux fonctionnaires, le gel du point d'indice dure depuis bientôt 10 ans ! Quant aux promotions, elles ne touchent que 10 % des postier·e·s. Toutes les branches ont annoncé des efforts de productivité dans les services, confirmé par Remi Weber, patron de La Banque Postale, dans les échos du 26 février : « ... Bassin d'emplois par bassin d'emplois, nous allons regarder comment remplacer le moins possible nos effectifs qui partent en retraite... ». Alors qu'il y a à peine six ans une crise grave parcourait La Poste, nos dirigeants repartent dans la même direction sans prendre les leçons du passé.

Quant au service public, si les choix d'investissements se confirment cette année, cela signifiera une baisse, à terme, des missions de service public de La Poste. Les choix stratégiques de la direction font la part belle aux colis et aux services financiers, deux domaines qui ne sont plus considérés par l'entreprise comme des missions de service public.

Depuis 2010, les décisions des actionnaires, l'état et la CDC, ont fait la part belle à une expansion grandissante, sans en avoir les moyens, sur un modèle de multinationale capitaliste occasionnant des dégâts humains importants et un service public déserté. Les choix stratégiques pour 2019 et les années qui viennent prennent la même direction. Ils sont incompatibles avec le maintien du service public postal tel qu'il existe et risquent de finaliser le changement du Groupe La Poste en une entreprise comme les autres loin d'être citoyenne, loin d'être au service de la population. Bref une entreprise comme les autres qui ira faire du business pour du business sous couvert de service public. Cette option en tant qu'elu·e·s du conseil d'administration nous le refusons.